

Bibliothèque anarchiste

Ce ne sera jamais fini !

Les Noues qui poussent alias la Cabane
Flottante

Les Noues qui poussent alias la Cabane Flottante
Ce ne sera jamais fini !
années 2010 (deuxième moitié ?)

extrait le 28 juillet 2026 de Squat.net
Issu de la compilation *De la légende à l'oubli* (2024)
concernant la ZAD de NDDL.

bibliotheque-anarchiste.com

années 2010 (deuxième moitié ?)

Table des matières

Des leçons à tirer?	4
Quelques pistes de réflexion que nous emporterons avec nous sur la route...	5

Les Noues qui poussent alias la Cabane Flottante

Bien sûr, il y a des potes qui se glissent dehors, tous les jours, sur la pointe des pieds, en laissant un petit mot sur la table, sans autre effet d'annonce. D'autres s'en vont discrètement, juste un pot de départ au non-marché pour ne pas avoir l'air de fuir. Ce genre de départ laisse amer, non pas par un sentiment d'abandon, mais par un sentiment de fin de lutte sans perspective. Les personnes qui s'en vont seules risquent, comme dit l'une d'elles, de « se détester » un bon moment, et de ne pas remettre les pieds dans une lutte sans prendre quelques garanties. Celles et ceux qui restent rêvent de pouvoir partir après avoir organisé une manif de désoccupation, histoire que cette rupture avec « la » ZAD n'ait pas un goût d'échec personnel, mais l'aspect d'un dernier combat collectif.

Certain-es qui sont déjà parti-es dans les faits depuis plusieurs années et qui reviennent à l'occasion des expulsions ont déjà fait le deuil de ce mouvement. Et ils et elles expliquent à ceux et celles qui sont en train de faire le même cheminement, contraint-es et forcé-es, comment si le mouvement est mort, la lutte, elle, continuera. Ce qui s'est vécu ici, quelques mois ou quelques années ne pourra pas être détruit : les relations affectives et intellectuelles, les complicités, les apprentissages divers que ce soit dans le militantisme ou dans la vie quotidienne. Si on parle des mythiques « 200 zadistes », sans jamais avoir pu faire un recensement de cette population nomade, il y eut des milliers de personnes venues et reparties et qui emportent avec elles des manières de voir qui peuvent rester dangereuses pour le pouvoir. Comme dit un slogan tagué sur une carcasse de voiture : Ils ont voulu nous enterrer, ils ont oublié que nous étions des graines... Et surtout la volonté de vouloir construire collectivement quelque chose hors de l'Etat pour certain-es, contre l'Etat pour d'autres ne finira pas avec la période des expulsions et de la normalisation. Se doutent-ils de quelque chose ?

Des leçons à tirer ?

C'est probablement un peu tôt pour le faire. Voici quelques extraits d'une discussion dans l'atelier du Rosier à 2h00 du matin, ou au croisement de chemins sous le chant du coucou du lieu.

Beaucoup d'amertume est exprimée quand on aborde ce sujet. Beaucoup d'interrogations : comment en est-on arrivé là ? Et pour les personnes les plus anciennes, pas mal de culpabilité : « on n'a pas vu venir, on a été mauvais, trop faibles ». Il est vrai que les groupes antiautoritaires ont eu du mal, dans cette lutte, à s'organiser de façon suffisamment stable et pérenne pour tenter d'infléchir l'évolution vers la légalisation. Mais, plus que la responsabilité de telles ou telles personnes dans un camp ou dans l'autre, ce sont les dynamiques à l'œuvre qu'il faut décortiquer pour les voir venir la prochaine fois. Sans pour autant savoir comment les infléchir... Dans la durée, les mouvements de contestation existent en singeant une forme étatique. C'est ainsi qu'ils peuvent devenir les interlocuteurs de l'Etat, cherchant à masquer les antagonismes, à réduire les oppositions à l'impuissance.

Certain-es remontent au temps d'avant César pendant lequel la forme des AG ne menait pas à des prises de décision. Dans les premières AG, avant que le prétexte de l'unité soit mis en avant (au moment des procès après 2012 et donc de la nécessité que tout le mouvement soutienne les inculpé-es) chacun-e venait en AG et proposait une action. Une fois la proposition débattue, les personnes qui portaient l'idée pouvaient se regrouper pour la mettre en action. Tant que les AG étaient des lieux de discussion sans décision, les appellistes venaient en curieux sans savoir comment s'y insérer. Une fois qu'il y a eu une sorte de structuration qui tendait à unifier les différentes initiatives collectives, cela devint un outil dont allaient tenter de s'emparer des groupes qui visent à l'efficacité, puisque la recherche de l'unité et donc du consensus ouvre la porte aux processus de prise de pouvoir.

La croyance dans les AG structurées, facilitées, modérées, que portent les militant-es venant d'un milieu autonome, exclut plus qu'elle ne permet l'expression de tou-tes.

Quelques pistes de réflexion que nous emporterons avec nous sur la route...

Comment intégrer les manières de faire de l'Est, de ceux qu'on peut appeler « les prolétaires de la lutte » (on peut entendre par-là une situation de classe et non une origine de classe...), alias les Noues qui poussent, c'est-à-dire une sorte d'autogestion en acte, aux manières de faire de militant-es plus classiques qui enchaînent textes sur réunions ? Comment être « incontrôlables » et actifs sans prendre en compte les pouvoirs internes et en même temps tenter de réduire ces mêmes pouvoirs à l'impuissance ? Comment les amener de fait sur notre terrain tout en les empêchant de nous anéantir une fois qu'ils y sont ?

Pour reprendre deux titres de livres dont les contenus ne répondent pas aux questions : *Comment changer le monde sans prendre le pouvoir ?* *Comment disperser le pouvoir ?*

Comment des groupes anti-autoritaires peuvent-ils contrer les groupes autoritaires sans utiliser les mêmes moyens, qui les nieraient dans leurs principes ? Être anti-autoritaire condamne-t-il inéluctablement à l'inefficacité ? La recherche de l'efficacité conduit-elle fatalement à l'autoritarisme ?

Si être anti-autoritaire ne veut pas dire anti-organisationnel, quels garde-fous mettre en place contre des groupes ou des personnes qui cachent leurs objectifs de prise de pouvoir derrière des discours pseudo-libertaires ?

Comment faire pour que les nécessités matérielles ne soient pas subordonnées aux exigences de l'organisation politique, au sens dominant du terme. C'est-à-dire une forme légitime instituée pour recruter des petites mains afin de faire exister concrètement les directives données par les dirigeants de cette organisation ?